

ACTUALITE JAPONAISE MISE A JOUR DU 22 OCTOBRE 2003

POLITIQUE

M. Koizumi réélu à la présidence du PLD (20 septembre) ...

Face à trois autres candidats assez faibles, la réélection de M. Koizumi à la présidence du PLD a été confortable. Dans un scrutin où les 357 parlementaires libéraux-démocrates disposent d'une voix chacun et les fédérations régionales du parti de 300 suffrages, il l'a emporté avec 60,7% des voix.

Toutefois, son succès n'est pas un triomphe. Dans les fédérations, il n'a recueilli « que » 57% des votes exprimés par les membres du parti - ce qui lui a tout de même permis d'obtenir 68% des suffrages qui leur étaient alloués (205 sur 300). Chez les parlementaires, il n'a obtenu qu'une majorité assez courte (54,3 % des voix), grâce au ralliement de l'essentiel des sénateurs, négocié par leur président de groupe, Mikio Aoki.

Les commentateurs ont souligné qu'il s'en fallait de beaucoup que tous les parlementaires qui ont voté pour M. Koizumi - à commencer par M. Aoki, auquel il doit sa victoire - soient partisans des réformes dont il se veut le champion. Ils sont particulièrement réticents envers celles dont le premier ministre a fait ses priorités : la privatisation des autoroutes, qu'il veut engager dès l'an prochain, et celle des Postes (et surtout, de leurs Caisses d'épargne) promise pour 2007. Nombreux sont ceux qui ne lui ont apporté leurs voix, comme en 2000, que dans le but d'utiliser sa popularité pour gagner les deux élections à venir bientôt (législatives anticipées en novembre et sénatoriales en juillet 2004).

Quoi qu'il en soit, M. Koizumi a prouvé qu'il n'y avait aucune alternative crédible à la tête du PLD. Sauf accident, il se retrouve au pouvoir pour trois nouvelles années, au cours desquelles il n'aura plus aucune élection nationale à affronter après les sénatoriales de 2004, ni même d'élections locales générales. Il aura donc les mains libres pour poursuivre les réformes - tant celles des structures économiques que celle de la « machine à gouverner » (pp. 356-360).

... poursuit son offensive contre la « partitocratie » en formant son nouveau gouvernement (22 septembre) ...

Le premier ministre s'affirme plus déterminé que jamais à poursuivre son programme de réforme et à rompre avec les règles de la partitocratie dominée par le jeu des clans (pp. 343-350 et pp. 378-380).

1) Il a formé un gouvernement de fidèles au mépris du « consensus » et de l'ancienneté.

Pas plus que pendant son précédent mandat, où il avait refusé de satisfaire les parlementaires gouvernementaux en « faisant tourner » les postes ministériels chaque année, comme il était de règle au PLD, M. Koizumi n'a manifesté aucun souci de maximiser la distribution en formant sa nouvelle équipe. Compte tenu des portefeuilles attribués à des non-parlementaires (2), des ministres parlementaires reconduits dans le gouvernement (5) et des deux postes réservés aux alliés (New Kômeitô et Nouveau Parti Conservateur), le nombre des portefeuilles à distribuer aux parlementaires PLD a été réduit à 8, dont aucun ministère majeur, à l'exception du METI.

M. Koizumi les a attribués lui-même, au mépris des équilibres claniques, avec le seul souci de conforter encore sa position. Son choix, pour le METI, d'un ministre n'appartenant à aucun clan est significatif à cet égard.

Le clan Hashimoto - le plus puissant du parti (99 membres, soit près de 30% des parlementaires PLD), très hostile au premier ministre, auquel il avait opposé un candidat - n'obtient que deux portefeuilles. M. Koizumi les a attribués à deux membres du clan qui lui ont apporté leur soutien pour sa réélection. Il enfonce ainsi un coin supplémentaire dans le groupe hostile, qui semble au bord de la fracture.

Au lieu de chercher la réconciliation avec ceux qui avaient été candidats contre lui en les conviant au gouvernement, comme il était de règle dans les jeux de la partitocratie, il a choisi de les exclure, voire de les défier (en attribuant le portefeuille de la Réforme administrative au principal rival d'un de ses concurrents, Takao Fujii, dans son fief de Gifu).

De même, il a piégé Tarô Asô - le principal « poids lourd » du parti admis au gouvernement - en lui confiant la charge des Postes alors qu'il est un adversaire déclaré de leur privatisation.

Dans son propre clan (Mori), M. Koizumi n'a tenu aucun compte des recommandations qui lui étaient présentées par les gérontes en faveur des députés déjà élus quatre fois et qui languissent dans l'attente de leur premier portefeuille: « Il a choisi qui il voulait. Il est cruel... » se lamentait un des ténors du clan (*The Nikkei Weekly* du 29 septembre).

Enfin, il a privilégié les anciens de son *alma mater* - l'université Keio - qui détiennent 6 portefeuilles, contre seulement 4 pour les anciens de Tôdai.

Premier ministre :

M. Junichirô KOIZUMI, 61, D-10, MORI

Ministres

Gestion publique, Intérieur, Postes : M. Tarô ASO, 63, D-7, [2], Indépendant

Justice : M. NOZAWA Taizo, 70, S-3, [0], MORI

Affaires étrangères : Mme Yoriko KAWAGUCHI, 62, (non parlementaire)

Finances : **M. Sadakazu TANIGAKI, 58, D-7, [1], OZATO**

Education, Culture, Sport, Technologie : M. Takeo KAWAMURA, 60, D-4, [0], ETO-KAMEI

Santé, Travail, Affaires sociales : M. Chikara SAKAGUCHI, 69, D-8 (KOMEITO)

Agriculture, Forêt, Pêche : M. Yoshiyuki KAMEI, 67, D-7, [1], YAMASAKI

METI : M. Shoichi NAKAGAWA, 50, D-6, [2], Indépendant

Amngt. du territoire, Construction, Transports : **M. Nobuteru ISHIHARA, 46, D-4, [2],**

Indépendant

Environnement : Mme Yuriko KOIKE, 51, D-3, [0], Indépendante

Secrétaire général du cabinet : M. Yasuo FUKUDA, 67, D-4, [1], MORI

Ministres d'Etat

Sécurité publique : Mme Kiyoko ONO, 67, S-3, [0], ETO-KAMEI

Défense : M. Shigeru ISHIBA, 46, D-4, [1], HASHIMOTO

Sciences, Développement Hokkaido/Okinawa: M. Toshimistu MOTEGI, 47, D-3, [0], HASHIMOTO

Politique économique et fiscale : M. Heizô TAKENAKA, 52, (non parlementaire)

Réforme administrative : M. Kazuyoshi KANEKO, 60, D-5, [0], HORIUCHI

Gestion des catastrophes et des situations d'urgence : M. Kiichi INOUE, 71, D-5 (NPC)

Titulaires des trois grands postes du PLD

Secrétaire général : M. Shinzô ABE, 49, D-3, [1], MORI

Président du Comité exécutif : M. Mitsuo HORIUCHI, 73, D-8, [2], HORIUCHI

Président du PARC : M. NUKAGA Fukushirô, 58, D-6, [2], HASHIMOTO

71 : âge

D-3 : député, 3ème mandat

S-3 : sénateur, 3ème mandat

[1] : nombre de portefeuilles ministériels précédemment obtenus

MORI : clan

en gras : ministre dans le cabinet précédent, reconduit dans ses fonctions (le nom du ministère est en gras) ou à un autre poste

2) *Il cherche à pousser dehors les gérontes - voire à court-circuiter les baby-boomers - au profit de la « génération Ishihara » (p. 386).*

Dans l'actuel gouvernement, plus du tiers des postes (6) ont été attribués au mépris des règles de l'ancienneté, qui interdisaient d'être ministre avant son cinquième mandat à la Chambre basse (Education-Culture-Sport, Aménagement du territoire-Construction-Transports, Environnement, Secrétariat général du cabinet, Défense, Sciences et Développement de Hokkaido et d'Okinawa).

Encore plus significative est l'élévation de Shinzô Abe au secrétariat général du PLD. Attribuer ce poste clé à un quadragénaire qui n'en est qu'à son troisième mandat constitue une véritable révolution au regard de toutes les pratiques destinées à réguler le jeu au sein du parti gouvernemental.

Enfin, les élections à venir pourraient permettre à M. Koizumi de se débarrasser d'un seul coup de l'essentiel de la vieille garde du PLD, grâce à une modification des statuts qui interdit de faire figurer sur ses listes pour les sièges à la proportionnelle les candidats âgés de 73 ans ou plus. Après que l'éminence grise Hiromu Nonaka (78 ans, p.386) et l'ancien premier ministre Kiichi Miyazawa (84 ans) aient accepté de s'effacer, seul Yasuhiro Nakasone (85 ans) fait encore de la résistance.

... et provoque des élections anticipées (dissolution le 10 octobre)

Trois semaines après la mise en place de son nouveau gouvernement, M. Koizumi a dissout la Chambre basse. Conforté par les commentateurs qui prédisent au PLD une nouvelle victoire, il entend se donner ainsi les mains libres au plus tôt.

Plus que la probable victoire du PLD, l'attention se focalise sur les effets du nouveau mode de scrutin adopté en 1994 (pp.375-377), qui continue, lentement mais sûrement, à imposer sa logique à la vie politique.

1) La bipolarisation du système des partis.

La fusion, le 5 octobre, du petit Parti libéral d'Ichirô Ozawa et du Parti démocrate japonais (PDJ) fait de ce dernier une force de 148 députés et 68 sénateurs (contre 244 et 116 au PLD). Ensemble, les deux principaux partis contrôlent désormais 87 % des sièges à la Chambre basse et 75% au Sénat. Cette fusion ne contribuera pas à rendre plus cohérent un Parti Démocrate qui souffre depuis sa création de n'être qu'un cartel électoral entre parlementaires venus de tous les horizons idéologiques. A en juger par les sondages, où la cote du PDJ stagne à moins de 10% (contre plus de 35% au PLD), les embrassades entre Ozawa, ancien secrétaire-général du PLD et néo-nationaliste bon teint, et Naoto Kan, le président des démocrates, ancien de la gauche associative, n'ont guère convaincu.

Mais l'opération permettra, dans la quasi-totalité des 300 circonscriptions locales où ce qui reste de la gauche japonaise (socialistes et communistes) ne fait que de la figuration, d'opposer au PLD une candidature unique de la seule force d'opposition qui puisse être crédible. Dans ces circonscriptions, cette stratégie pourrait lui faire gagner une vingtaine de sièges de plus que le maigre total obtenu en 2000 par les démocrates (80) et les libéraux (4).

2) Le recentrage des débats autour du programme des partis plutôt que de la personne des candidats.

Les démocrates, dont les candidats ont souvent un handicap sur ceux du PLD en matière de notoriété et d'implantation locale (sans parler du financement), essaient de placer la campagne sur le terrain des

programmes. Juste après la dissolution de la Chambre, ils ont publié un manifeste comportant la promesse de nombreuses mesures vigoureuses et mis le PLD au défi d'en faire autant. Ils escomptaient que cela révélerait les divisions du parti gouvernemental sur les réformes promises par M. Koizumi.

Mais le PLD s'est tiré assez aisément de l'exercice avec un programme très général qui s'inscrit sur un horizon assez lointain. Il a aisément dénoncé le caractère démagogique et irréaliste de certaines de certaines promesses des démocrates (suppression des péages autoroutiers) et les a pris à leur propre piège en soulignant leurs dissensions internes, notamment sur la politique étrangère et de sécurité, ainsi que sur la privatisation des Postes, dont le manifeste de l'opposition ne dit rien, alors que le PLD a réussi à trouver une formule assez vague pour la faire figurer dans le sien.

LE MANIFESTE DU PARTI DEMOCRATE : PRINCIPAUX POINTS

Renforcer les mesures existantes contre le trafic d'influence (pp. 285-286):

- * interdire de « faire l'intermédiaire » (*assen*) aux membres de la famille des élus et aux secrétaires des élus locaux
- * rendre publiques toutes les contributions politiques quel que soit leur montant et interdire aux entreprises du BTP d'en faire
- * mettre en ligne sur Internet les comptes de tous les élus

Moderniser la démocratie

- * supprimer 80 sièges à la Chambre basse [NB : une opération qui réduirait la sur-représentation des campagnes]
- * donner le droit de vote à 18 ans

Réduire les travaux publics

- * stopper les projets de barrage controversés (pp. 446-448) et réexaminer les travaux réalisés dans la baie d'Isahaya (p. 468)
- * réduire les financements affectés à la construction des autoroutes et supprimer les péages

Accélérer la décentralisation et réduire l'arbitraire de la redistribution (pp. 430-431)

- * remplacer les subventions sur projet accordées aux communautés locales par des versements sans condition à hauteur de 12 000 milliards de yens (104 milliards d'euros)

Mettre les fiefs bureaucratiques sous contrôle

- * interdire l'*amakudari* (pp. 92-93)
- * confier des postes de la haute administration à des personnalités du secteur privé

Sécurité sociale

- * affecter les recettes de la taxe à la consommation au système de retraites
- * ramener le ticket modérateur de 30% à 20%

Le manifeste est très discret sur les problèmes de sécurité et ne dit rien d'une éventuelle révision de la Constitution - deux points sur lesquels le parti est profondément divisé..

LE MANIFESTE DU PLD: PRINCIPAUX POINTS

Economie

- * doubler les investissements étrangers au Japon
- * revenir à une croissance de 2% en 2006

Réformes structurelles

- * privatiser les autoroutes en 2005 et « arriver à un consensus au sein du PLD » en 2004 pour privatiser la Poste en 2007

Sécurité sociale

- * réformer le système des retraites dès 2004

Révision de la Constitution

- * présenter un projet en 2005

Politique étrangère et de sécurité

- * résoudre le problème des japonais enlevés par la Corée du Nord « par la fermeté et le dialogue »
- * réduire de moitié le nombre des immigrants clandestins

BRAS DE FER POLITICIENS-BUREAUCRATES : BATAILLE AUTOUR DE LA SOCIÉTÉ JAPONAISE DES AUTOROUTES (p. 239)

Un nouvel épisode du bras de fer entre les fiefs bureaucratiques et le pouvoir politique tient le Japon en haleine depuis la formation du nouveau gouvernement. Il met aux prises Nobuteru Ishihara, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Construction et des Transports, et la Société japonaise des autoroutes (SJA) - la plus grosse des « mangeoires » où se nourrissent les fonctionnaires et les *amakudari* du ministère des Transports.

Le 5 octobre, M. Ishihara a convoqué M. Haruho Fujii, président de la SJA. La confrontation entre les deux hommes a duré cinq heures entières, au terme desquelles le ministre a demandé à M. Fujii de quitter son poste, au prétexte qu'il aurait présenté des comptes falsifiés pour dissimuler l'ampleur de la dette et des pertes du titanesque *tokushu hôjin*.

Plutôt que de partir avec une retraite confortable, M. Fujii a mis au défi le ministre de le révoquer. Cette procédure exige la tenue d'au moins une audition publique, qui s'est tenue le 17 octobre. L'affaire a tourné à la confusion du ministre. Aucune preuve n'a été apportée des falsifications reprochées à M. Fujii, dont les documents comptables avaient été approuvés par le prédécesseur de M. Ishihara, Mme Chikage Ogi (p. 249). Les avocats de M. Fujii ont donc accusé le ministre de vouloir révoquer leur client pour des raisons purement politiques, pour plaire aux électeurs avant les législatives, et l'ont menacé d'un procès pour « abus d'autorité », et d'un autre pour diffamation - M. Ishihara ayant traité publiquement son adversaire de « menteur ».

Enfin et surtout, M. Fujii a menacé de révéler les noms des barons du PLD qui trafiquent de leur influence dans son fief. Parmi ces noms qui circulent déjà dans la presse, on trouve Michio Aoki (*voir ci-dessus*), dont M. Koizumi a besoin pour contrôler les sénateurs, Shizuka Kamei, dont le clan occupe une position-clé sur l'échiquier du PLD, et Isao Ijima, *****, un des bras droits du premier ministre...

M. Fujii ayant fait savoir qu'il avait confié tous les noms à M. Ishihara, c'est le ministre qui se trouve désormais sur la sellette, sommé par l'opposition et la presse de les révéler. L'affaire pourrait nuire au PLD dans la campagne électorale et à l'image de la jeune étoile du parti, qui semble bien s'être tiré une balle dans le pied avec cette affaire.

L'EXTREME-DROITE TERRORISTE A L'OEUVRE (pp. 350-355 et p. 551)

Alors que les partisans d'une politique étrangère de fermeté et du renforcement de l'outil militaire (pp. 557-565) sont très présents dans le nouveau gouvernement - avec, notamment, MM. Abe, Ishihara et Ishiba - l'extrême-droite accentue sa pression sur ceux qui sont soupçonnés d'être « traîtres à la nation ».

Deux des « colombes » les plus connues du PLD - Hiromu Nonaka et Yôhei Kônô (ancien ministre des Affaires étrangères et chef d'un petit clan) - ont récemment reçu par la poste des balles envoyées par « L'Armée pour réduire les traîtres au Japon » et « Les Volontaires pour la construction de la nation ». Muneo Suzuki (pp. 246, 343, 282-83) en a également reçu une.

Le 10 septembre, une bombe avait été déposée au domicile de Hitoshi Tanaka, un haut fonctionnaire des Affaires étrangères qui prône le dialogue avec la Corée du Nord. C'est lui qui avait organisé l'an dernier le voyage-surprise (et manqué) de M. Koizumi à Pyongyang.

A propos de cet acte terroriste, Shintarô Ishihara, gouverneur de Tokyo, a déclaré que M. Tanaka « l'avait bien cherché ». Malgré un tllé médiatique, il a refusé de revenir sur ses propos.

VONT-ILS CHANGER LE JAPON ?

1) *Yukio Edano* (pp. 387-389) est aujourd'hui président du Comité pour l'élaboration des politiques du PDJ (l'équivalent du PARCC du PLD) et secrétaire général du cabinet dans le « cabinet fantôme » formé par l'opposition en réponse à la nouvelle équipe de M. Koizumi.

2) *Satoru Ienishi* (pp. 392-395) ne sera pas représenté sur la liste du PDJ pour la proportionnelle dans la région du Kansai. Il semble que le parti préfère le présenter aux sénatoriales de l'an prochain.

CRIMES DE TEMPS DE CRISE : SUITE (p. 500, note 1)

Comme celui qui avait tué huit écoliers à Osaka, l'homme qui avait poignardé à mort deux passants au hasard et en avait blessé six autres dans une rue de Tokyo en 1999 a été condamné à mort. Pas plus que dans le cas précédent, le juge n'a accepté de considérer le déséquilibre mental de l'accusé comme une excuse suffisante pour lui éviter la peine capitale.